

## C'EST LA PRÉSIDENTENCE QUI SE SERAIT OPPOSÉE À L'INITIATIVE

# Annulation de la réunion entre Sellal et les délégués d'In Salah

**La rencontre entre le Comité des trente représentants de la société civile d'In Salah et Abdelmalek Sellal, à Alger, a été définitivement annulée. Selon Abdelkader Bouhafs, chef de file du mouvement anti-gaz de schiste, ce sont les conseillers de Abdelaziz Bouteflika qui se seraient opposés à cette démarche initiée par le RND. L'option de rechange aura été finalement la récente visite parlementaire du FLN.**

L'animateur du mouvement contre l'exploration du gaz de schiste à In Salah livre des détails sur une question qui jusque-là, ne trouvait pas de réponse. Pourquoi la visite attendue la semaine passée, du comité des trente représentants de la société civile à Alger, pour

rencontrer le Premier ministre, tardait à se concrétiser ?

Contacté hier, Abdelkader Bouhafs affirme que c'est la présidence de la République qui s'est opposée à cette initiative. «D'après nos interlocuteurs, ce sont les conseillers de Abdelaziz Bouteflika qui n'ont pas voulu de cette rencontre. Ils ont d'ailleurs préféré l'envoi du vice-président de l'APN accompagné d'une délégation parlementaire du FLN».

En effet, ladite délégation s'est rendue mercredi et jeudi derniers passés, pour discuter avec la population d'In Salah, et porter ses doléances au président de la République. Il est toutefois important de souligner que c'est le RND qui était l'initiateur de la rencontre d'Alger, à travers son sénateur d'In Salah, Abbas Bouâmama.

Des sources proches affirment que depuis le début de la protestation à In Salah, les parlementaires du RND et du FLN se livrent bataille en coulisses pour le règlement du conflit. «Une course effrénée s'est installée entre les deux partis depuis les premiers jours de manifestations anti-gaz de schiste. Le RND et le FLN se sabotent mutuellement les initiatives de négociation avec les citoyens d'In Salah.

La visite parlementaire du FLN dans la région était programmée déjà en janvier. Sauf que les parlementaires du RND ont réussi à convaincre les représentants des manifestants de ne pas les rencontrer. Après quoi, le sénateur RND, Abbas Bouâmama, a initié une rencontre à Alger entre le comité des trente et Abdelmalek Sellal. L'accord de principe a été

donné par le Premier ministre et la visite était encore à l'ordre du jour la semaine passée. Mais voilà que c'est finalement la délégation parlementaire du FLN qui revient à la charge et part à la rencontre de la société civile d'In Salah», relèvent nos sources. Mais il se trouve que la visite du vice-président de l'APN, à la tête d'une délégation parlementaire du FLN, à In Salah, n'a abouti à aucun résultat. Bien au contraire, au lendemain de cette visite, la situation s'est davantage compliquée. Les citoyens ont coupé les pistes menant au forage expérimental du Tidikelt, à 25 km de la ville, où ils ont d'ailleurs installé des tentes et campent depuis lundi. C'est dire que les manœuvres politiques ont plus contribué au pourrissement de la situation à In Salah, qu'au règlement du conflit.

Mehdi Mehenni

## ABDELKADER BOUHAFS, CHEF DE FILE DU MOUVEMENT ANTI-GAZ DE SCHISTE, À IN SALAH :

# «C'est l'impasse !»

**Le Soir d'Algérie : Un mois et demi après le début des manifestations anti-gaz de schiste, où en est la situation à In Salah ?**

**Abdelkader Bouhafs :** C'est l'impasse. L'ambiguïté totale. Le Premier ministre Abdelmalek Sellal affirme que l'exploration du gaz de schiste prend du temps, et peut aller jusqu'à 2022. Le P-dg par intérim de Sonatrach, M. Sahnoune, annoncera bientôt la fin de l'opération des forages expérimentaux dans la région. Le directeur de l'exploitation à Sonatrach, M. Khanfer, explique que le gaz non-conventionnel est un projet de l'Etat, et que seul le gouvernement peut décider de l'arrêt des forages.

Des déclarations somme toute contradictoires. Nous n'avons rien compris au mode de fonctionnement du gouvernement. C'est peut-être fait exprès, cette manière de semer la confusion.

**Le Comité des 30 attend toujours d'être reçu à Alger ?**

C'est annulé. La présidence de la République s'est opposée à cette initiative. D'après nos interlocuteurs, ce sont les conseillers de Abdelaziz Bouteflika qui n'ont pas voulu de la rencontre du Comité des trente représentants de la société civile, avec le Premier ministre, Abdelmalek Sellal.

Ils ont d'ailleurs préféré le dépêchement du vice-président de l'APN, accompagné d'une délégation parlementaire du FLN. Nous avons discuté en tête-à-tête avec M. Bouras, et sans la présence des autres députés. Il nous a expliqué que notre message n'a pas été reçu à Alger. C'est tout de même étrange que chaque émissaire détruit ce qui a été fait par son prédécesseur, fait table rase et reprend le débat de zéro.

**Nourrissez-vous quelques espoirs après cette visite parlementaire ?**

Nous n'attendons rien de cette délégation. Nous sommes revenus à notre mode de contestation initial. Nous avons fermé les pistes menant au forage du Tidikelt, à 25 km de la ville. Les jeunes de In Salah ont installé des tentes et sont en campement depuis lundi. Ils laissent uniquement le passage du carburant et les vivres.

A chaque fois qu'ils soupçonnent des matières pouvant servir à la fracturation hydraulique, ils font appel à des ingénieurs de la ville pour vérifier la marchandise.

**Comment voyez-vous l'évolution de la situation dans les prochains jours ?**

Nous sommes pessimistes. Nous savons que le gouvernement n'a pas l'intention de renoncer à l'exploration du gaz de schiste.

Il y a actuellement un dispositif sécuritaire impressionnant pas loin du lieu de campement des manifestants. J'espère qu'ils n'ont pas l'intention de faire usage de la force pour

continuer le forage du schiste. Cela contribuera à faire dégénérer les choses.

D'un autre côté, ils emploient d'autres machinations pour disperser les rangs des manifestants et casser la mobilisation. Ils usent des mêmes ruses et méthodes employées par le passé, en Kabylie et à Ghardaïa.

Ils créent la zizanie et tentent en même temps d'acheter les gens.

Des dossiers de concessions et projets agricoles bloqués depuis des années au niveau de l'administration ont été subitement remis sur la table et le wali de Tamanrasset a invité les concernés à assainir leur situation.

Nos agriculteurs ont, bien sûr, refusé. Jusque-là, ils n'ont réussi à acheter personne. Nous sommes déterminés à ne pas faire marche arrière.

Propos recueillis  
par M. M.

## ÉDUCATION

# Après la grève, les négociations

**Trêve de courte durée dans le secteur de l'éducation. Au lendemain des deux journées de grève auxquelles avait appelé la Coordination des syndicats de l'éducation, c'est au tour du Cnapest d'appeler au débrayage lundi prochain. Dans cet intervalle, le ministère de l'Éducation ne veut pas perdre de temps en ouvrant les discussions avec les partenaires sociaux.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -** Courte trêve dans le secteur de l'éducation. A peine le débrayage de la Coordination des syndicats de l'éducation terminé que c'est au tour du Cnapest de faire cavalier seul en appelant à un débrayage d'une journée renouvelable à partir de lundi prochain. C'est dans ce contexte social tendu que le ministère de l'Éducation compte ouvrir le débat sur les dossiers lourds toujours en suspens. C'est le cas notamment du statut particulier. Nouria Benghebrit avait fait part de l'intention de son département de rouvrir ce dossier dès le retour à la sérénité. Elle avertissait cependant les syndicats : le processus sera long et il faudra au moins cinq années pour ficeler ce dossier. Elle dit craindre de retomber dans les travers du passé. Promulgué en 2008 puis amendé en 2010, le statut particulier des travailleurs de l'éducation est truffé d'inégalités, de l'avis même des syndicats et de la tutelle. Des incohérences dues, selon les deux parties, aux conditions dans lesquelles s'étaient déroulées les négociations en 2010 sous la pression d'une grève générale dans le secteur. C'est pour éviter cela qu'il est demandé aux syndicats de faire preuve de patience. Les arguments développés par la ministre de l'Éducation n'ont pas laissé indifférents les syndicats. Ils exigent cependant d'être associés aux discussions jusqu'au bout. Meziane Meriane, le coordonnateur du Snapest, estime en effet que le scénario de 2010 ne saurait se répéter. A l'époque, rappelle-t-il, les syndicats avaient pris part à toutes les réunions préparatoires avant d'être exclus de la commission ad hoc qui avait fait ses propres propositions à la Fonction publique. Les syndicats n'avaient, en effet, finalement pas pu défendre leurs points de vue.

N. I.

## COMMERCE EXTÉRIEUR

# Une nouvelle loi soumise à la prochaine session parlementaire

**Une nouvelle loi encadrant le commerce extérieur sera présentée lors de la prochaine session parlementaire. C'est ce que le ministre du Commerce, Amara Benyounès, évoquait, jeudi, au Palais des Expositions (Pins-Maritimes).**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) -** En marge d'une cérémonie de signature de conventions de formation, le ministre a indiqué que le projet de loi régissant les opérations d'importation et d'exportation, adopté le mois dernier par le Conseil des ministres, sera présenté et débattu lors de la session de printemps du Parlement.

Amara Benyounès réfutera ainsi, quoique tacitement, toute supputation d'attribution ou d'existence de pressions, dans le contexte de maîtrise et rationalisation des dépenses notamment celles liées à l'importation mais aussi de régulation meilleure des mécanismes du commerce extérieur. Notons justement que le projet de loi reformule, recadre les dispositions en vigueur, en clarifiant le concept, les modalités et l'étendue de la licence d'importation, de manière conforme avec les règles régissant l'Organisation mondiale du commerce et dans la mesure où les licences en question ne sont que des procédures administratives. Ainsi, le nouveau texte note que «les opérations d'importation ou d'exportation de produits se réalisent librement», mais sans préjudice des règles relatives à la morale publique, à la sécurité et ordre public, à la santé des personnes et des animaux, à la faune et à la flore, à la

préservation des végétaux et des ressources biologiques, au patrimoine historique et culturel et à l'environnement. De même que la nouvelle mouture précise la gestion des exceptions au principe de la liberté des opérations de commerce extérieur, par le biais de restrictions quantitatives ou de contrôle des produits, dans le but de protéger les ressources naturelles, l'industrie nationale, l'équilibre du marché ainsi que les équilibres financiers extérieurs.

En présence d'Amara Benyounès et du ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels, Nouredine Bedoui, quatre conventions de partenariat ont été signées entre le ministère du Commerce et des écoles et instituts spécialisés. Il s'agit de l'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA), l'Ecole des hautes études commerciales (EHEC) et de l'Ecole de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) ainsi qu'avec le Centre interentreprises de formation administrative et comptable (CIEFAC). A ce titre, quinze mille cadres et agents du secteur du commerce bénéficieront d'une formation auprès de ces instituts, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de formation pluriannuel (2015 – 2019) en termes notamment de recyclage et de mise à niveau.

Des formations qui porteront sur la conduite d'enquêtes spécifiques et la recherche de la fraude, la gestion, la planification et l'évaluation de l'activité de contrôle, la maîtrise de la réglementation régissant les marchés publics, outre les défenses commerciales, la diplomatie commerciale et les métiers à l'export.

**La formation des cadres est déficitaire, reconnaît Benyounès**

Une assistance de l'establishment de formation qu'Amara Benyounès considérera opportune, dans la mesure où elle permet «aux cadres universitaires recrutés durant les dernières années par le secteur du commerce, d'acquérir de nouvelles connaissances scientifiques pour mieux appréhender les différentes tromperies et fraudes qui ne cessent d'évoluer à la faveur du progrès technologique». A ce propos, il indiquera que le ministère du Commerce a procédé, durant la période 2008-2013, au recrutement de plus de 8 000 cadres universitaires, toutes spécialités confondues. Toutefois, le ministre reconnaîtra qu'«en l'absence d'une école sectorielle, dédiée exclusivement à la formation et au perfectionnement des agents de contrôle, (son) département ministériel n'a pas pu développer et mettre en place une politique de mise à niveau et de spécialisation de ses cadres pour assurer, convenablement, les missions qui leur sont assignées, notamment en matière de contrôle de la qualité et de lutte contre les pratiques frauduleuses et anticoncurrentielles».

De surcroît, ces cadres «ont été directement versés dans l'activité de contrôle sans aucune formation spécifique préalable, ce qui n'a pas permis l'atteinte des objectifs fixés», constate M. Benyounès, déplorant de facto un déficit en matière de formation.

C. B.